

Par courriel

██████████

La présente donne suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 20 janvier 2017 par laquelle vous souhaitez obtenir des renseignements quant à une aide financière octroyée en 2013 à la Coopérative de Solidarité la Co.Mode Verte, sise au 310 avenue St-Jérôme à Matane. Plus précisément, vous voulez recevoir les documents suivants :

- « 1- Copie du protocole d'entente de la subvention remise à la Co.Mode Verte en 2013 relativement à la rénovation du bâtiment abritant l'entreprise. La subvention totalisait 84 000\$.
- 2- Copie des divers versements (chèques ou transfert bancaire) qui ont été remis à la Co.Mode Verte
- 3- Copies des pièces justificatives vous ayant été fournies par l'organisme à la suite du versement de la subvention. »

Concernant les premier et deuxième volets de votre demande, vous trouverez en pièces jointes une copie des documents visés. Suivant l'article 14 de la Loi sur l'accès, les informations dont la diffusion n'est pas autorisée ont été caviardées. Il s'agit, en substance, de renseignements personnels ainsi que des informations de nature commerciale ou financière qui appartiennent à un tiers. Ils sont protégés en vertu des articles 22 à 24, 53, 54, 56 et 59 de la Loi sur l'accès.

Concernant le troisième volet de votre requête, nous ne pouvons vous communiquer les documents demandés puisqu'ils contiennent essentiellement des données confidentielles provenant d'un tiers, qui nous les a transmis sous cette réserve. Ces documents ne sont pas accessibles en vertu des articles 23 et 24 de la Loi sur l'accès.

Si vous désirez contester cette décision, il vous est possible de le faire auprès de la Commission de l'accès à l'information. Vous trouverez, ci-annexée, une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Je vous prie de recevoir, ██████████ l'expression de mes sentiments distingués.

Marie-Claude Lajoie
Responsable de l'accès aux documents

p.j.

AVIS DE RECOURS

Suite à une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne, dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels, peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

575, rue Saint-Amable, bureau 110
Québec (Québec)
G1R 2G4
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest, bur. 18.200
Montréal (Québec)
H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-4016
Télécopieur : 514 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision de la Commission d'accès à l'information en appel devant trois juges de la Cour provinciale, sur toute question de droit ou de compétence. Cet appel ne peut toutefois être porté qu'avec la permission d'un juge de la Cour provinciale. Ce juge accorde la permission s'il est d'avis qu'il s'agit d'une question qui devrait être examinée en appel.

b) Délais et frais

L'article 149 prévoit que la requête pour permission d'appeler doit être déposée au greffe de la Cour provinciale, à Montréal ou à Québec, dans les 30 jours de la décision, après avis aux parties et à la Commission d'accès à l'information. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge.

c) Procédure

L'appel est formé, selon l'article 150 de la loi, par dépôt auprès de la Commission d'accès à l'information d'un avis à cet effet signifié aux parties dans les 10 jours qui suivent la date de la décision qui l'autorise. Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Commission d'accès à l'information.
